



OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE SOLIDAIRE 2011
CAHIER SPÉCIAL RÉGION LORRAINE



- UNE ENQUÊTE EXCLUSIVE AFEV-AUDIREP-FONDATION BNP PARIBAS
- LES RÉACTIONS DE NEUF PERSONNALITÉS LORRAINES

observatoire
de la jeunesse
solidaire

organisé par :



avec :



Notre démarche

UNE SOCIÉTÉ FÂCHÉE AVEC SA JEUNESSE ?

C'est du moins l'analyse que l'on pouvait tirer des deux premières enquêtes d'opinion, réalisées en 2009 et 2010 par l'Afev et Audirep, portant sur la perception des Français à l'égard des jeunes : avec 51 % des sondés ayant une image négative de la jeunesse, notre société semblait assumer une défiance forte à l'égard des nouvelles générations, jugées par ailleurs « individualistes » et bien peu « tolérantes ».

En reconduisant leur enquête cette année, l'Afev et Audirep ont voulu creuser cette question du rapport de notre société à sa jeunesse et l'affiner en opérant un nouveau choix méthodologique : celui d'interroger les Français non plus par Internet, mais par téléphone.

Les thèmes abordés sont les suivants : le regard des Français est-il toujours aussi négatif ? Comment jugent-ils l'adaptation des jeunes aux transformations sociales et culturelles qui font bouger notre société ? Que pensent-ils de l'évolution des inégalités entre les jeunes, et à quoi sont-elles dues, selon eux ? La question de la jeunesse doit-elle prendre place dans le débat politique, à la veille d'un scrutin présidentiel ?

L'OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE SOLIDAIRE

En 2009, l'Observatoire de la jeunesse solidaire avait concentré sa première édition sur les nouvelles tendances de l'engagement solidaire. En 2010, il s'était attaché plus spécifiquement à l'allocation des aides publiques et au service civique. La démarche de l'Observatoire s'est appuyée dès ses premières éditions sur les conseils et l'analyse de chercheurs travaillant, dans des organisations de référence, sur les questions de jeunesse et d'engagement, dont l'Observatoire de la décision publique, l'Observatoire des inégalités, l'Observatoire de la Fondation de France, l'Anacej (Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes) et l'Injep (Institut national de la Jeunesse et de l'éducation populaire).

L'an dernier, Cécile Van de Velde, spécialiste en sociologie comparée de la jeunesse, des âges et des générations en Europe, avait accepté de parrainer l'Observatoire. En 2011, cette alliée précieuse a renouvelé son accord. De son côté, la Région Lorraine a choisi de nous confier la déclinaison régionale de notre rapport, tandis que la Fondation BNP Paribas a inclus l'Observatoire de la jeunesse solidaire dans l'éventail de son partenariat de dix ans avec l'Afev.

LA DÉCLINAISON DE L'OBSERVATOIRE EN LORRAINE

Dans le cadre du lancement de LOR'Jeunes, outil d'aide à la décision et à la prospective mis en place par la région Lorraine, cette dernière a estimé qu'il était nécessaire de mutualiser les différents travaux quantitatifs et qualitatifs menés par de nombreux acteurs. La déclinaison de l'Observatoire de la Jeunesse Solidaire en Lorraine, action menée par l'Afev au niveau national, permet ainsi d'illustrer les représentations actuelles de la jeunesse en Lorraine.

En complément de l'étude nationale menée en 2011 par l'institut Audirep, l'Afev a accepté de réaliser un travail spécifique en Lorraine sur la perception de la jeunesse. Cette étude a donné lieu à la réalisation d'un cahier spécial Lorraine, présentant les résultats de l'enquête d'opinion nationale et de son analyse menée avec un panel de personnalités représentatives de la région.

Le dispositif LOR'Jeunes en Lorraine



www.lorraine.eu

Partager, débattre, fédérer, pour agir en faveur des jeunes

POURQUOI ?

Les jeunes au sens large – de la fin du collège à l'autonomie d'adulte – vivent une situation complexe et ambivalente. Considérés parfois comme une ressource, parfois comme une source de problèmes, ils accèdent de plus en plus difficilement à l'autonomie, alors que dans le même temps les dispositifs en leur faveur se sont multipliés ces dernières années.

Face à ce constat, la Région Lorraine met en place LOR'Jeunes, un outil d'aide à la décision et à la prospective afin de mieux agir en faveur des jeunes au service des acteurs publics, privés et de tous les jeunes Lorrains.

LOR'Jeunes vise à construire des analyses avec les jeunes et les acteurs lorrains, dans leur diversité, pour définir ensemble des stratégies et créer de nouveaux leviers pour co-construire des réponses adaptées à la complexité des problématiques auxquelles les jeunes sont confrontés.

Les résultats concrets attendus sont d'aboutir à un diagnostic partagé sur des thématiques prioritaires et d'émettre des préconisations adressées à l'ensemble des acteurs œuvrant en faveur de la jeunesse.

VOLET RÉGIONAL, VOLET TERRITORIAL

Au niveau régional, LOR'Jeunes est composé d'institutions et d'organismes lorrains, d'acteurs privés ainsi que de jeunes, réunis au sein de la Conférence de la jeunesse. L'État et les Conseils Généraux seront invités, aux côtés de la Région Lorraine, à participer au comité de pilotage de LOR'Jeunes qui aura vocation à valider la feuille de route et à valider les préconisations de cette Conférence.

Au regard des expériences menées sur les territoires lorrains, LOR'Jeunes s'appuiera également sur les dynamiques locales. Il s'agira, pour l'outil régional, de partager les diagnostics issus des territoires, de valoriser les bonnes pratiques et d'accompagner la mise en réseau local des acteurs jeunesse.

Ainsi, la création de LOR'Jeunes territoriaux permettra de faire évoluer les pratiques, de réaliser des diagnostics permanents au niveau local, d'impliquer les élus locaux, les acteurs de l'AIO (accueil, information, orientation), les acteurs œuvrant en faveur de la jeunesse (CAJT, logement, réseau IJ,...) dans un impératif de transversalité, et de permettre la participation des jeunes.

LE PROGRAMME

Le dispositif LOR'Jeunes est « lancé » de manière officielle le 11 mai 2011. Dans son volet « Sécuriser le parcours de vie des jeunes », il vise une réflexion autour de l'identification des situations de décrochage et de ruptures. Dans son volet « Autonomie des jeunes », il inclut trois problématiques centrales : de la majorité de droit à la majorité réelle, l'accès à l'autonomie, les parcours d'insertion.

Un projet national

organisé par

L' AFEV

Avec ses 7 500 bénévoles en France, l'Afev est le premier réseau étudiant d'actions solidaires. Son action consiste essentiellement dans l'accompagnement individualisé d'enfants ou de jeunes des quartiers populaires en difficulté. En 2010, ce sont ainsi près de 10 000 enfants et jeunes qui ont été accompagnés. L'Afev est aussi à l'initiative de la Journée du refus de l'échec scolaire, des Fêtes des solidarités locales ou encore de la démarche « Responsabilité sociale des universités ».



www.afev.org

avec le soutien de

FONDATION BNP PARIBAS

Placée sous l'égide de la Fondation de France, la Fondation BNP Paribas s'attache à développer des programmes en faveur de la culture, la solidarité, l'éducation, la recherche médicale et environnementale. Elle a fait de la question de l'égalité des chances en matière d'éducation un axe fort de sa politique et accompagne dans la durée les projets d'associations, d'écoles ou de collectivités en France et à l'international.



mecenat.bnpparibas.com

AUDIREP

Présent depuis 1995 sur le secteur des études de marché pour de nombreux groupes internationaux, Audirep a développé au fil des années une expertise en matière d'études d'opinion. Associé à l'Afev depuis la première enquête sur le regard des Français sur la jeunesse, Audirep a, cette année encore, assuré la validation technique et scientifique du questionnaire posé au panel représentatif de 1 000 Français.



www.audirep.fr

avec la participation de

L' INJEP

A la fois centre d'études et de recherches, sur les pratiques et les attentes des jeunes et centre de ressources pour les acteurs des politiques de jeunesse et de l'éducation populaire, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire accompagne l'Afev dans son action depuis de nombreuses années.



www.injep.fr

L' ANACEJ

Créée pour promouvoir la participation des enfants et des jeunes à la décision publique et pour accompagner les collectivités locales dans la mise en place d'instances de participation, l'Anacej est aujourd'hui présente dans plusieurs centaines de villes, départements et régions en France.



www.anacej.asso.fr

ASSEMBLÉE DES RÉGIONS D'EUROPE

L'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) est le plus large réseau indépendant des régions dans la grande Europe. Forte de plus de 270 régions issues de 33 pays et 16 organisations interrégionales, l'ARE constitue la voix politique de ses membres et un forum pour la coopération interrégionale.



www.aer.eu

en partenariat avec letudiant.fr



En 2009, la première édition de l'Observatoire de la jeunesse solidaire avait mis en avant le décalage entre une jeunesse majoritairement perçue comme « individualiste » et « pas tolérante », et les nouvelles réalités de l'engagement solidaire.

L'année suivante, la deuxième édition faisait deux constats : d'une part, si les échanges inter-générationnels, autour de la notion de partage, étaient favorablement perçus, une rupture persistait quant à la définition des valeurs défendues par les uns et les autres. D'autre part, près de trois Français sur quatre souscrivaient à l'idée d'une attribution directe aux jeunes des aides publiques qui leur étaient dédiées.

Le chiffre-phare de ces deux premières enquêtes restait toutefois la défiance envers la jeunesse, partagée par une majorité de Français : 51 % d'entre eux reconnaissaient en effet avoir une « image négative » des jeunes.

Nous avons voulu cette année poursuivre une observation fine des opinions des Français quant à la perception des jeunes. Dans une seconde partie, nous avons également tenu à interroger les sondés sur l'idée qu'ils se faisaient du poids des inégalités sociales au sein de la jeunesse, de leur renforcement conjoncturel et de leurs terrains critiques d'expression ainsi que des déterminants de la réussite sociale.

Enfin, dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, nous avons choisi d'évaluer quelle place les Français souhaitaient que les problématiques liées à la jeunesse prennent dans le débat politique. Les résultats, à ce titre, confinent à l'unanimité.



Méthodologie

Étude réalisée du 19 au 25 janvier 2011, par téléphone, sur système CATI (Computer Assisted Telephone Interviews) auprès d'un échantillon national de 1 000 individus, représentatifs de la population française, âgés de 15 ans et plus.

PROFIL DE L'ÉCHANTILLON

SEXE :
Hommes 48 %
Femmes 52 %

ÂGE :
15-24 ans 17 %
25-34 ans 18 %
35-49 ans 28 %
50-64 ans 20 %
+ de 65 ans 17 %

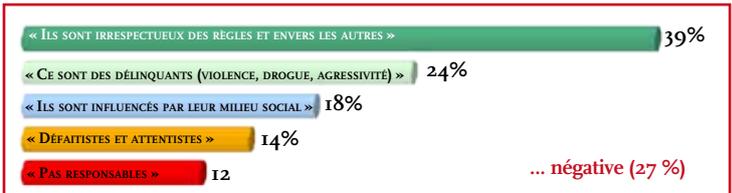
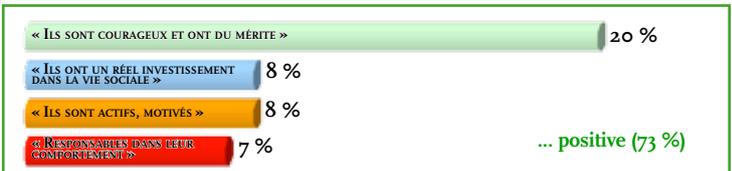
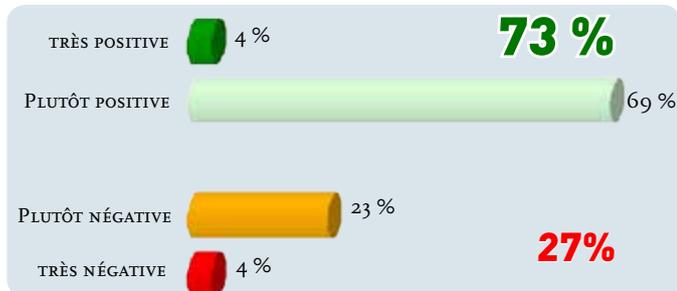
CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE :
CSP + 23 %
CSP - 50 %
Inactifs 27 %

RÉGION UDA :
Ile de France 18 %
Nord 7 %
Ouest 23 %
Est 17 %
Sud-Est 24 %
Sud-Ouest 11 %

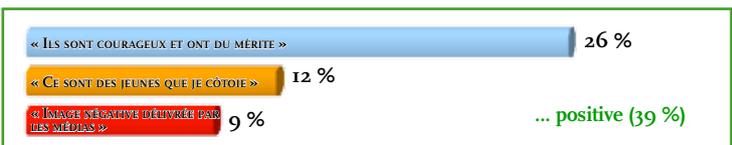
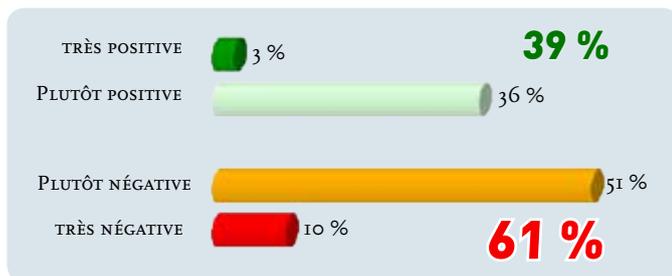
ZONE D'HABITAT :
Centre-ville 35 %
Zone péri-urbaine 29 %
Milieu rural 36 %

Perception globale des jeunes

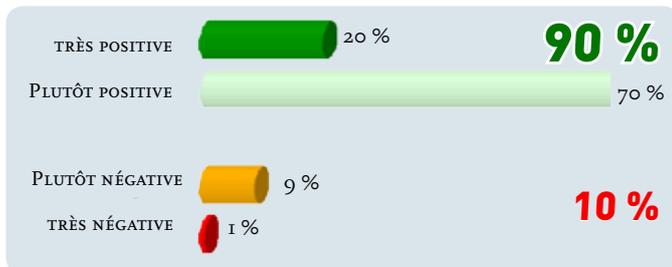
Diriez-vous des **jeunes**, au travers de leurs comportements, de leurs actions dans la société, que vous en avez une image...



Et, plus précisément, concernant les **jeunes issus de quartiers populaires**, diriez-vous que vous en avez une image...



Et, plus précisément, concernant les **jeunes que vous connaissez**, diriez-vous que vous en avez une image...



Pour aller plus loin

Les CSP + apparaissent, avec 76 % d'opinions plutôt positives, mieux disposées à l'égard des jeunes en général que les « Inactifs » (69 %) et CSP - (67 %). Plus globalement, ces chiffres illustrent une impression prévisible, mais néanmoins problématique : les Français perçoivent plus positivement les jeunes qu'ils connaissent que ceux qu'ils ne connaissent pas, et se montrent plus sévères à l'égard des jeunes issus des quartiers populaires que des jeunes en général. Sur le premier point, 20 % d'entre eux déclarent avoir une image « très positive » de ceux qu'ils fréquentent, contre un chiffre inférieur à 5 % pour les deux autres catégories de jeunes. D'autre part, les « jeunes des quartiers » récoltent 10 % d'opinions très négatives, quand les autres n'en souffrent qu'à 1 ou 4 %. Seuls les 25-34 ans se distinguent des autres sondés, en affirmant à 45 % avoir une image « plutôt positive » des jeunes issus des quartiers populaires, contre 30 % des 15-24 ans, et 36 % en moyenne générale.

→ Neuf Français sur dix souscrivent à l'affirmation « Les jeunes sont un atout pour la société » - 47 % sans aucune réserve. Les jeunes eux-mêmes, âgés de 15 à 24 ans, sont les plus hésitants : ils ne sont que 37 % à la valider « tout à fait ».

77 % des sondés s'avèrent « tout à fait » (25 %) ou « plutôt d'accord » (52 %) avec l'idée que les jeunes « s'adaptent facilement » - un chiffre à mettre en relation avec les 81 % qui les estiment « créatifs et inventifs » (voir ci-contre).

→ Ils sont moins nombreux, quoique majoritaires, à agréer aux propositions selon lesquelles les jeunes seraient « lucides et réalistes » (60 %, dont 15 % « tout à fait d'accord »), « se [prendraient] en main, [seraient] actifs » (59 %), « solidaires vis-à-vis des autres, à l'écoute des autres » (56 %) et « investis dans la vie sociale ou locale » (53 %).

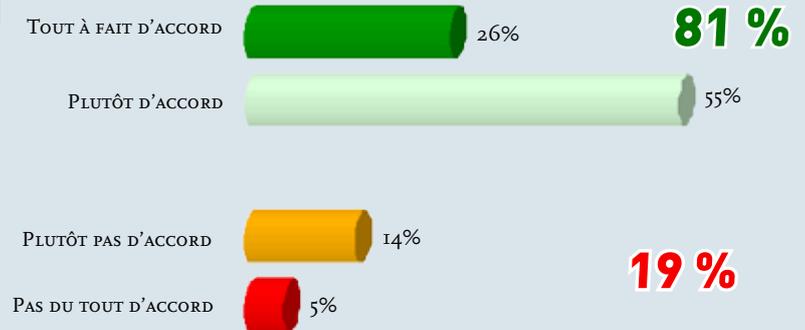
En termes de lucidité et de réalisme, les moins de 35 ans se distinguent par leur réserve - seuls 54 % des 15-24 ans et 52 % des 25-34 se déclarant « plutôt » ou « tout à fait d'accord » -, quand leurs aînés, âgés de 50 à 64 ans, valident l'affirmation à 69 %.

→ Sur la question de l'investissement social ou local des jeunes, les CSP + sont une majorité (51 %) à reprocher aux jeunes d'être apathiques. 45 % d'entre eux se déclarent même « plutôt pas d'accord » avec l'hypothèse d'un bon investissement de leur part (contre 36 % en moyenne générale). Cette question divise également la banlieue parisienne (40 % des résidents de banlieue Est y souscrivent, contre 60 % en banlieue Ouest), quand le Sud-Ouest et le Sud-Est se distinguent par des chiffres encourageants (respectivement 63 et 66 % d'adhésion.)

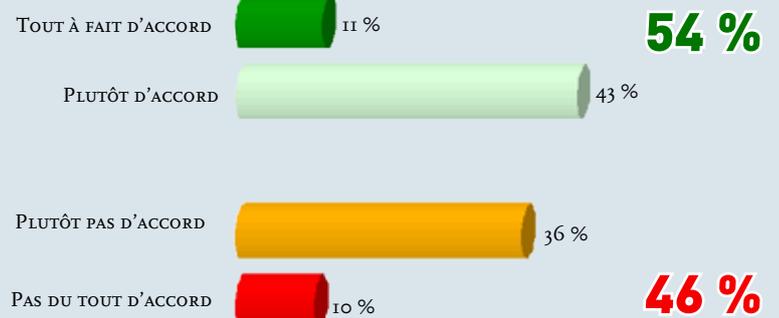
→ Enfin, dernière spécificité régionale, 33 % des habitants du Nord ne sont « pas du tout d'accord » avec l'hypothèse de jeunes « respectueux des règles », contre 18 % en moyenne nationale (voir ci-contre).

Êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? Les jeunes ...

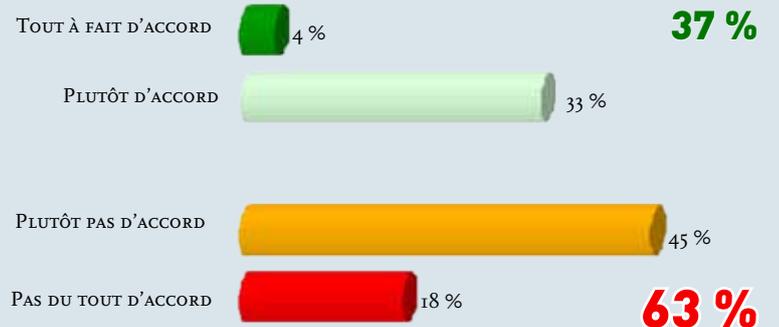
→ ... SONT CRÉATIFS ET INVENTIFS



→ ... SONT RESPONSABLES DANS LEURS COMPORTEMENTS



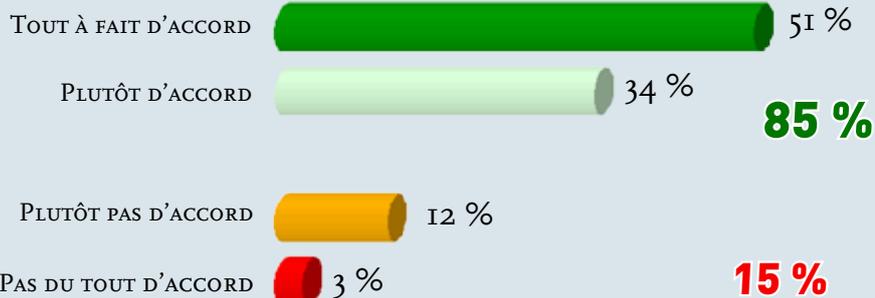
→ ... SONT RESPECTUEUX DES RÈGLES



Insertion des jeunes dans la société

Avez-vous le sentiment que les inégalités sociales se sont creusées ces dernières années **entre les jeunes** ?

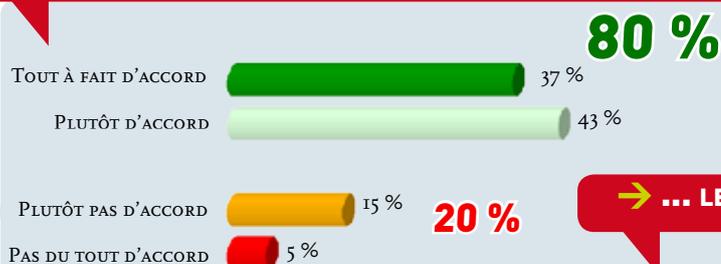
Quand on leur pose la même question, cette fois appliquée aux inégalités sociales entre tous les Français, 89 % des Français sont d'accord. En parallèle de ce chiffre, on note également que 84 % des sondés estiment que les jeunes ne disposent par tous des mêmes chances de réussir socialement. En outre, sur cette question des inégalités, les sondés de 50 à 64 ans s'illustrent, en répondant « Tout à fait d'accord » à 60 %, contre une moyenne de 51 %.



Êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

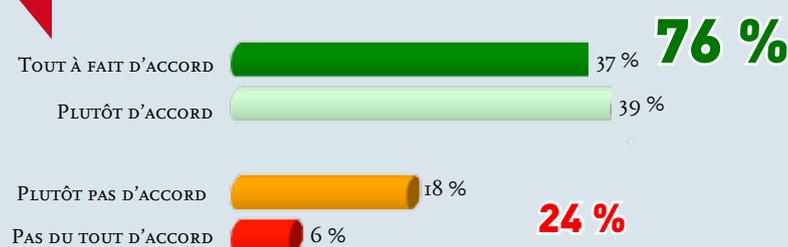
→ **LES JEUNES SONT INÉGAUX FACE À...**

→ **... LEUR CAPACITÉ À S'INSÉRER PROFESSIONNELLEMENT**



Les Français sont encore trois sur quatre (75 %) à constater que ces inégalités s'appliquent également à la capacité des jeunes à être autonome financièrement, et deux sur trois (66 %) à faire le même constat concernant leur accès à la vie citoyenne.

→ **... LEUR CAPACITÉ À RÉUSSIR D'UN POINT DE VUE SCOLAIRE**



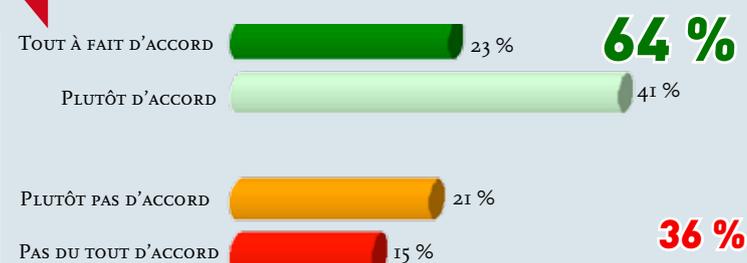
→ **LA RÉUSSITE DES JEUNES DÉPEND...**

→ **... DE LEUR EFFORTS POUR SURMONTER LES DIFFICULTÉS**



Cette prise en compte, par les Français, du lieu d'habitation comme déterminant de la réussite des jeunes révèle une prise de conscience relativement nouvelle. Pour autant, le chiffre ci-contre de 88 % montre que les Français comptent avant tout sur les capacités de chaque individu pour réussir.

→ **... DE LEUR LIEU D'HABITATION**



Les réactions du panel de personnalités en Région Lorraine

Pour analyser les résultats du sondage et approfondir le débat, nous avons sollicité neuf personnalités lorraines issues des mondes politique, associatif, économique et universitaire, pour savoir ce que leur inspirait ce regard porté sur les jeunes, les inégalités sociales et le poids de la jeunesse dans le débat public.

Retrouvez l'intégralité des réactions du panel lorrain sur le site : www.jeunessesolidaire.org

“LA PERCEPTION EST L'ENNEMI DE LA RAISON.



→ LAURENCE DEMONET

VICE-PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL DE LORRAINE, DÉLÉGUÉE AUX ACTIONS RÉGIONALES RELEVANT DE LA FORMATION ET DE L'ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE VIE.

Afev Quelle fut votre première impression à la lecture de ces résultats ?

Laurence Demonet Ils sont très contradictoires. Les Français trouvent que les jeunes constituent un atout pour la société, mais les estiment peu respectueux des règles. 90% d'entre eux apprécient les jeunes qu'ils connaissent, mais ce chiffre décline à mesure qu'augmente leur distance vis-à-vis de la population concernée. La perception est l'ennemi de la raison, des choses prouvées, réelles. Combien des sondés ont-ils rencontré des gens issus des quartiers populaires ? Ils se laissent aller à un amalgame très dangereux, à un sentiment abondamment relayé par les médias. Dans ces derniers, il est très rare qu'on montre la réussite de jeunes : les remises de prix, par exemple, ne font l'objet d'aucun article de presse – or la chance peut repasser, il n'y a qu'à voir les écoles de la deuxième chance, précisément. Le jeune en tant que concept évoque l'insécurité, alors que dès que la confiance est établie, tout fonctionne très bien.

Afev Les Français semblent pourtant conscients de la question des inégalités...

LD Oui, 84% d'entre eux estiment qu'ils ne disposent pas tous des mêmes chances de réussir. Les inégalités sociales entre jeunes augmentent comme entre tous les citoyens, ce qui constitue une question d'avenir.

Afev Revenons sur cette question de respect, qu'en pensez-vous ?

LD Il s'agit là d'un problème d'éducation, qui ne découle pas que d'une simple

perception, mais d'un état de fait. On ne peut que constater la déliquescence du respect au sein du milieu scolaire, par exemple. Mais il ne s'agit pas de choses graves, plutôt de petites incivilités : une absence de politesse, des jeunes qui répondent aux remarques... Etant enseignante, je constate que depuis trois ou quatre ans, ce repère simple qu'est la politesse n'est plus accepté. Ce n'est pas très grave dans le fond, individuellement, mais à force de cumul, ça peut nuire à la vie quotidienne. Dans les entreprises, aujourd'hui, les recruteurs évoquent souvent comme critère le savoir-être : c'est révélateur.

Afev Comment pallier cette dérive ?

LD Un contrat s'est évaporé, qu'il faut rebâtir, renégocier sur des bases claires, et ce dans les deux sens. En effet, comment les jeunes pourraient-ils faire confiance aux adultes quand ces derniers ne leur accordent aucune confiance en retour ? La défiance existe dans les deux sens, c'est un problème intergénérationnel – la faute est partagée, en somme. Expliquez-moi par exemple pourquoi un quart des jeunes ne trouvent pas de premier emploi avant 26 ans ? Or pour rétablir ce contrat, ce ne sont pas les jeunes qui « tireront » les premiers : la société, les adultes, doivent leur accorder une place – en commençant d'ailleurs par définir ce dont on parle : qu'est-ce qu'un jeune ? Parfois, la notion s'étend jusqu'aux trentenaires...

C'est un deal qu'il faut mettre sur pied : si la société leur tend la main, encore faut-il qu'ils la saisissent. Aujourd'hui, l'impression,

c'est qu'il n'y a pas de place pour tout le monde. Conséquence : celui qui montre des difficultés est assuré de cumuler l'ensemble de ces dernières tout au long de sa vie.

Même entre eux, les jeunes ne vivent pas ensemble, mais l'un à côté de l'autre, que ce soit dans une classe ou devant un ordinateur. Le jeune a perdu sa place dans le collectif : l'individu a pris toute la place, plus personne ne bénéficie vraiment du collectif. La question primordiale est la suivante : comment réussir individuellement dans le collectif ?

Afev 95% des Français qui souhaitent voir la question de la jeunesse intégrer le débat présidentiel, ça vous étonne ?

LD Il y a une ouverture, tout le monde reconnaît que les choses sont difficiles pour les jeunes, dans plusieurs domaines que la sphère politique doit prendre en charge. Ça donne espoir, c'est sûr, mais il va falloir accompagner cette prise de conscience, maintenant. Et là encore, accorder du crédit à la jeunesse : on a anesthésié les jeunes à force de ne pas répondre à leurs questions – quand ils en posent –, d'où leur absence de réaction. Or il faut, au contraire, les pousser à réagir, à s'exprimer, discuter avec eux. Un exemple : on ne leur a pas appris la valeur des choses, ce qui en pousse certains à devenir agressif quand ils n'obtiennent pas immédiatement ce qui leur semble dû. Un des grands devoirs de la société, c'est de les accompagner pour qu'ils retrouvent leur place.

FAIRE ÉMERGER UN VRAI DROIT COMMUN DE LA JEUNESSE.



→ JULIEN VAILLANT

CONSEILLER RÉGIONAL DE LORRAINE DÉLÉGUÉ À LA JEUNESSE

Afev Que vous inspire ce sondage ?

Julien Vaillant Il confirme la relation paradoxale qu'entretient la société française avec sa jeunesse, considérée à la fois comme un atout et comme un problème. Ces chiffres s'expliquent sans doute par la coexistence d'un pessimisme fort par rapport à l'avenir de la société, au destin collectif de la nation, et d'une confiance en la capacité individuelle des jeunes à s'en sortir.

Afev Pourquoi ?

JV Parce qu'il existe une crise de confiance des jeunes envers les institutions censées les représenter. Il n'y a qu'à observer l'actualité : les choix des jeunes se portent vers des formes d'engagement qui se distinguent de parcours classiques. Ils s'investissent peu dans les partis politiques, s'abstiennent en grande partie aux élections, mais participent quand même au devenir collectif en s'engageant dans l'humanitaire, l'associatif, etc.

Afev Que faire pour utiliser cette énergie ?

JV Il faut avant tout éviter de sombrer dans les trois écueils récurrents en matière de politiques de jeunesse. D'abord, considérer cette dernière comme un problème, un travers courant. Ensuite, vouloir répondre aux problèmes des jeunes – car il n'y a pas une, mais des jeunes – par des politiques sectorielles. Enfin, troisième écueil, miser sur une politique de communication plutôt que d'action. Il faut permettre à chaque jeune de construire ses propres choix de vie. Notre vrai objectif doit être de permettre une réelle émancipation.

Afev À l'émancipation ou à l'autonomie ?

JV Je préfère toujours parler d'émancipation. Ce concept sous-entend que la jeunesse a son propre rôle à jouer dans l'établissement de la société de demain, tandis que si l'on parle d'autonomie, on considère qu'il s'agit de se contenter de l'accompagner. Il faut laisser les jeunes devenir les acteurs de demain. C'est, selon moi, le rôle des politiques : leur assurer la transmission du témoin.

Afev Pourquoi cette difficulté d'accès à l'émancipation ?

JV En région Lorraine, le chômage des jeunes a augmenté de 50% ces deux dernières années – conséquence à la fois de la crise économique, de l'histoire industrielle de la région, et du fait qu'ils soient traditionnellement considérés comme une variable d'ajustement. C'est toujours la même histoire : les plus éloignés de l'emploi sont toujours les premiers touchés, en cas de crise.

Afev Que dire du décalage entre le regard des Français sur les jeunes en général et sur ceux des quartiers populaires ?

JV Je n'en suis pas surpris : ce regard ambivalent a toujours existé. Pour autant, la réalité des faits ne laisse aucun doute : cette génération est la première à moins bien vivre que celle de leurs parents. Le déclassement est réel. Qui plus est, un changement profond est à l'œuvre, dans les sociétés industrielles : ces dernières exaltent les valeurs de la jeunesse, mais à destination des adultes – il n'y a qu'à voir le succès des crèmes anti-rides... La jeunesse est parée de toutes les qualités, tandis que les jeunes sont mal perçus. Je suis persuadé, pour mon compte, que la jeunesse porte en elle d'autres valeurs fortes, comme la prise de risque. Il faut donc reconnaître aux jeunes le droit à l'erreur, créer des passerelles plutôt que des impasses. Notre système éducatif, pour exemple, est aujourd'hui trop figé.

Afev Comment s'en sortir ?

JV Il faut faire émerger un vrai droit commun de la jeunesse, à partir des politiques publiques. La priorité principale, c'est l'autonomie financière, par l'accès à un premier emploi. Pour améliorer la situation sur ce terrain, il faut agir sur notre système éducatif, qui reste très figé – travailler sur la question éducative, comme sur celle de la formation en général. Sans oublier d'améliorer l'accès à la santé, ou au logement. On produit un effet pervers en s'obstinant à croire en une totale déconnexion des différents domaines d'accès à l'autonomie, alors qu'ils jouent tous, de manière concomitante, un effet démultiplicateur les uns par rapport aux autres. Il faut construire une politique globale.

Afev Enfin, que vous évoque le chiffre de 95% de sondés qui pensent que les enjeux liés à la jeunesse sont une priorité pour les présidentielles ?

JV Je reste assez sceptique et vigilant, sur ce point. Ce n'est pas quelque chose de nouveau, et je crains que pour la énième fois, ça n'aboutisse que sur des effets d'annonce. De belles déclarations, de beaux projets pour la jeunesse, mais le maintien, à terme, d'un modèle qui conforte les gens à leur place, sans ouvrir la porte aux plus jeunes...



→ ALEXANDRE RUF

DIRECTEUR DE L'ANIMATION
DU RÉSEAU DES MISSIONS
LOCALES ET PAIO DE
LORRAINE (AMILOR)

Afev Quelles conclusions générales tirez-vous de la lecture de ce sondage ?

Alexandre Ruf Malgré tout, les Français de l'échantillon ont une image positive des jeunes, ce qui contribue à briser une image disant que ces derniers ne font rien. En ce qui concerne les 61% de sondés déclarant avoir une image négative de la jeunesse des quartiers populaires, je ne crois pas qu'ils considèrent la jeunesse proprement dite, mais plutôt les quartiers dits difficiles. Les jeunes en tant que tels ne sont pas forcément stigmatisés. En effet, le rôle des médias est très fort, qui dépeignent une vision très sombre des « quartiers ». Or dès qu'ils en parlent, ils concentrent leur propos sur une population jeune. La conséquence est évidente : dans les reportages, on voit beaucoup de jeunes, ce qui induit un lien direct entre quartiers populaires et jeunesse, sur les thèmes de la violence, de la drogue et de l'agressivité.

Afev C'est-à-dire l'irrespect, les incivilités...

AR À travers le prisme des médias, oui. Pour autant, les phénomènes d'incivilités ne concernent qu'une tranche de la jeunesse. On est loin de la vérité. Dans les discours, apparaît parfois une vision très déterministe de la société, alors que des étudiants aux jeunes actifs, des parcours de réussite existent aussi. Nous ne sommes pas dans un siècle où une vision à la Zola

serait encore valable : on dispose des moyens de s'en sortir.

Afev Ils parlent aussi du courage, du mérite des jeunes...

AR Oui, et cette image positive bénéficie du contexte socio-économique actuel. Les résultats seraient-ils les mêmes dans deux ans, en cas de reprise de l'activité ? Quoi qu'il en soit, la classe d'âge des quadragénaires, par exemple, ne peut que constater que les choses étaient plus faciles quand ils étaient eux-mêmes jeunes. Aujourd'hui, ce contexte a largement changé : les carrières professionnelles sont découpées (on ne fait plus sa carrière dans une seule entreprise), le passage par la précarité est devenu quasiment obligatoire... Le reste en découle et d'ailleurs, sur ces trente dernières années, de véritables politiques de jeunesse ont été mises en place, qui prennent en compte ces difficultés sans les régler totalement.

On dispose des moyens de s'en sortir.

Afev Quelles politiques de jeunesse ?

AR Il y a eu des choses dans la continuité. Globalement, la volonté était là, mais la mise en œuvre n'a pas forcément été efficace. En revanche, d'autres ont réussi telle la création des missions locales, par exemple, en 1982 (pour simple expérimentation, au départ) qui sont toujours là et font un travail sérieux comme l'a souligné un récent rapport de l'IGF, les emplois jeunes (une politique volontariste favorisant

choix à un élu de faire construire 150 mètres de trottoir ou de s'occuper des jeunes, il optera en général pour le premier point.

Afev À quelles problématiques êtes-vous confronté sur votre territoire ?

JF Nous sommes situés entre Nancy et Metz, deux bassins d'emploi attractifs. En outre, Metz, et plus encore Nancy, sont de grandes villes universitaires. Les questions de transport et d'hébergement sont donc cruciales pour nos jeunes. Nous devons gérer une jeunesse mouvante – et le coût de cette mobilité n'est pas anodin.

Mais je parle ici des jeunes adultes... Or la jeunesse englobe aussi la petite enfance, les écoliers, collégiens et lycéens. À ce titre, dans la mesure où les adultes se déplacent, en général, pour travailler, il est nécessaire de poser la question des haltes-garderies, des assistantes maternelles, des cantines, des gardes d'enfants le matin et le soir... Sur tous ces points, je suis un fervent supporter d'une intercommunalité de projets, en utilisant les moyens mis à disposition par la région, les départements, la CAF, etc. sans oublier l'expérience des fédérations d'éducation populaire.

Intégrer les jeunes dès leurs premiers pas.

Afev Et au niveau de la carte scolaire ?

JF Pour les adolescents, on retrouve en général les collèges sur les chefs-lieux de canton, tandis que les lycées couvrent une plus grande échelle. À ce titre, la chose n'est pas nouvelle : il demeure

l'accès au premier emploi), ainsi que des mesures dans le domaine culturel...

Afev Pour autant, nombre de sondés estiment que la réussite des jeunes dépend de leurs propres efforts. Paradoxe ?

AR Non. La réussite de quiconque dépend aussi de sa détermination pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. Le constat est plutôt positif, là aussi : aujourd'hui, on a bien repéré les éléments extérieurs qui parasitent la détermination des individus, d'où des stratégies de contournement.

Afev 95% des sondés déclarant que les questions de jeunesse devraient être présentes dans le discours de campagne des candidats à la présidentielle, qu'en pensez-vous ?

AR C'est plus surprenant, mais c'est très bien. Dans le quotidien, on ne parle pas forcément de la jeunesse comme d'une priorité. Les sondés se sont-ils sentis obligés, en fin de sondage, de répondre par l'affirmative à cette question ? Peut-être. Quoi qu'il en soit, si les politiques pouvaient réellement en faire un thème prioritaire, ce serait très encourageant. Ils doivent œuvrer aussi bien sur les thématiques personnelles (accès au logement, à la santé) que sur l'insertion professionnelle des jeunes. Les faire accéder à l'autonomie, notamment en abordant le dossier « éducation » en amont, se pencher réellement sur la question. Notre système actuel, en place depuis la seconde guerre mondiale, est-il encore pertinent ? Comment l'améliorer ? En rapprochant la sphère économique et la sphère universitaire, sans doute, en menant des expérimentations lentes, longues, généralisées, plutôt qu'en se focalisant sur de petits échantillons.

difficile de convaincre les gens de rester « sur la carte » lorsqu'ils résident à la frontière de celle-ci. Dans ce cas, comment utiliser et organiser les transports ? En Meurthe-et-Moselle, par exemple, les transports publics sont également utilisés pour le transport scolaire, c'est un bon compromis.

Afev Comment réagissez-vous au chiffre de 95% de sondés souhaitant inscrire les questions de jeunesse dans l'agenda des présidentielles ?

JF Je ne m'y attendais pas. Je pense évidemment qu'il s'agit là d'un enjeu crucial, mais constate que les dernières campagnes n'ont pas apporté grand chose. Or, ici, ce que l'on voit se dessiner ressemble fort à la précédente campagne présidentielle.

Afev Quelles seraient les principaux chantiers d'une action politique ?

JF Là encore, il faut recourir aux professionnels (animations sportives, culturelles, etc.). Pour l'instant, la situation varie énormément d'une commune à l'autre. Mais on constate que la répression n'est pas la seule voie. Il est aujourd'hui nécessaire de mener notre réflexion autour d'une table, en y conviant les jeunes eux-mêmes : aucun acteur n'a les cartes en main à lui seul.

Il faut être en mesure d'intégrer les jeunes dès leurs premiers pas, dès la crèche. Proposons-leur des activités, comme celle que nous organisons ici entre les maternelles et l'école de musique : c'est dans le périscolaire qu'on met les enfants les uns à côté des autres, qu'on leur apprend qu'ils ne sont pas seuls. Ensuite, si les activités leur plaisent, ils en feront une passion. Mais, comme je le soulignais plus tôt, il faut souvent faire prendre conscience aux élus de la dimension majeure de ces enjeux.



→ JACQUES FLORENTIN

PRÉSIDENT DU CARREFOUR
DES PAYS LORRAINS (CPL),
MAIRE DE LANFROICOURT

Afev Comment avez-vous reçu ces chiffres ?

Jacques Florentin Les politiques de jeunesse varient forcément d'un territoire à l'autre. La situation n'est pas la même dans un quartier difficile ou à la campagne. Dans ce second cas, on constate la faiblesse, face à ces questions, des élus et des collectivités locales. C'est pourquoi je milite pour la nécessaire mise en commun de nos réflexions, par exemple dans le cadre de l'intercommunalité. Les communes doivent prendre collectivement la mesure des enjeux auxquels elles sont confrontées.

Afev Sur l'intercommunalité, comment voyez-vous les choses ?

JF J'ai une analyse assez critique concernant l'évolution actuelle. Le risque, aujourd'hui, est de préférer multiplier les services au détriment du projet. Concernant les politiques de jeunesse, je pense que c'est au territoire d'identifier les problématiques. Aux échelles urbaines, périurbaines et surtout rurales, il est possible et indispensable, de se mettre autour d'une table.

Afev La région Lorraine est active sur ces questions.

JF Oui, et c'est une bonne chose : on se sent entouré à ce niveau. Mais sur les territoires ruraux, j'estime que le recours aux professionnels est indispensable, car les élus ne sont pas armés pour affronter ces questions – ce qui induit, bien entendu, des moyens financiers. Si on donne le

“Il faudrait laisser aux jeunes des espaces d’expérimentation.”



→ SYLVIE TOUCHARD

DÉLÉGUÉE NATIONALE DES FRANCAS, CHARGÉE DE RÉGION LORRAINE / CHAMPAGNE-ARDENNE

Afev 73% des Français ont une image positive de la jeunesse dans son ensemble, 39% de la jeunesse issue des quartiers populaires. Comment comprenez-vous ce chiffre ?

Sylvie Touchard On peut lire ces chiffres autrement : deux tiers des Français ont une image négative des jeunes issus des quartiers populaires. Si l’on ne peut nier des phénomènes de violence, les comportements des jeunes font souvent l’objet d’une surmédiatisation : on ne parle de ces jeunes que quand il y a violence, quand ils sont responsables d’actes répréhensibles. Quand des jeunes prennent des initiatives positives, bien rares sont les articles de presse qui les valorisent. On note également un amalgame entre la délinquance et les comportements adolescents. Des actes considérés comme des bêtises de gamins, il y a trente ans, sont inscrits aujourd’hui comme des actes de délinquance (souvenons-nous de « la Guerre des boutons »). Il existe des adolescents, des jeunes adultes qui viennent en aide à leurs cadets, par exemple. Etant issue d’un mouvement d’éducation populaire, je les vois, ces jeunes de toute origine, de tout milieu social, de tout niveau scolaire dont l’engagement contribue à démontrer une image positive. Ils agissent sur leur territoire de vie, ils agissent pour l’intérêt collectif, ils réussissent, ils acceptent de prendre des responsabilités. Quand on leur fait confiance, les choses se passent très bien.

Afev Une question de confiance, donc ?

ST Un quart des Français semble penser qu’on ne peut pas faire confiance aux jeunes. Quelle est la part de responsabilité de ces adultes qui entretiennent une mauvaise image de la jeunesse ? Aux Francas, nous valorisons l’engagement volontaire, qui permet de se construire, de donner du sens à sa vie et constitue une preuve qu’il est possible de progresser. L’engagement, c’est une façon de lutter contre la délinquance. L’engagement, c’est une façon d’oser prendre des risques dans des situations encadrées où l’on a le droit de se tromper.

Afev Que vous inspire le chiffre de 95% ?

ST Je trouve étonnant que 5% des Français pensent le contraire ! Selon moi, la question de la jeunesse fait partie intégrante du développement durable – pas sous sa dimension écologique, mais humaine. Si l’on considère que la jeunesse incarne l’avenir, ce qui est le cas pour 95% des personnes interrogées, il faut intégrer cette question dans le débat politique, l’imposer dans le débat, et pas seulement comme un supplément d’âme en période électorale. Aujourd’hui, les politiques publiques ne sont pas à la hauteur des ambitions : les questions de jeunesse sont surtout traitées au niveau territorial – Conseils généraux, régionaux... –, sans

qu’il n’existe une politique publique d’envergure nationale. À l’échelle de l’État, les dispositifs qui existent sont des dispositifs de répression plutôt que de prévention.

Les associations de jeunesse et d’éducation populaire interviennent, à juste titre, pour que les problématiques des jeunes soient traitées dans une vision transversale, de la place dans la vie publique à l’intégration sur le territoire, de l’accès à l’emploi à l’accès au logement, aux soins, à la formation...

Afev Pourquoi cette concentration de problèmes au niveau de la jeunesse ?

ST Beaucoup de jeunes ne sont plus sous la protection de leur structure familiale, et ce sans avoir encore acquis leur autonomie professionnelle, sociale, économique... ils se retrouvent donc dans une situation instable, avec un horizon souvent bien sombre. Je pense aussi que les acteurs économiques, comme les acteurs politiques, ne sont pas assez impliqués sur ce terrain – en particulier en ce qui concerne le premier emploi. Contre des dispositifs d’aide à l’emploi sur le court terme, précaires, sur des périodes de six mois, je défends des dispositifs qui, à l’instar des emplois jeunes, sont implantés dans la durée – cinq ans par exemple –, et assortis d’une formation. Il faut du temps pour devenir autonome, et les jeunes issus des quartiers populaires, en particulier, souffrent de cette absence de programmes sur le long terme.

Le sondage confirme d’ailleurs les inégalités auxquelles sont soumis les jeunes quant à leur réussite. D’un autre côté, leur courage, leur mérite sont soulignés. quand ils réussissent, laissant planer l’idée qu’en cas d’échec, ils seraient les premiers responsables de leurs difficultés. Or, là encore, j’estime que nous, adultes, devrions oser nous demander quelle est notre part de responsabilité dans cette situation : ce n’est pas toujours la faute des jeunes.

Il y a urgence à ce que nous, adultes, nous nous interrogeons sur la vision de l’avenir des enfants et des jeunes, nous réaffirmions des valeurs communes, nous construisions un avenir qui mette en jeu des repères nécessaires à la construction de l’individu.

J’estime également qu’il faudrait laisser aux jeunes des espaces d’expérimentation, leur reconnaître un droit à l’erreur. C’est en se trompant, aussi, qu’on apprend. Je suis surprise, pendant les stages BAFA, d’entendre des jeunes déclarer : « Ah, ici, on peut donner notre avis. Ici, si on se trompe, ce n’est pas grave. » Ce qui démontre bien que rares sont les espaces où l’on admet que le jeune est en construction, qu’on soumet les jeunes à beaucoup d’exigences – beaucoup plus, parfois, que celles qu’on attend des adultes...

Jeunesses et inégalités : 9 personnalités de la région Lorraine s’expriment

RETROUVEZ L’ENSEMBLE DES ENTRETIENS SUR LE SITE

WWW.JEUNESSESOLIDAIRE.ORG

“C’est au niveau local que la mise en œuvre des mesures solidaires est la plus visible.”



→ **ROGER CAYZELLE**

PRÉSIDENT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CESE) DE LORRAINE.

Afev Quelle est votre impression générale quant à ce sondage ?

Roger Cayzelle Sur ce sujet comme sur d'autres, on tombe très vite dans la banalité, tout le monde dit la même chose. Les gens répondaient de manière identique il y a quarante ans : « Les jeunes, c'est sympa. » Au Conseil économique, social et environnemental, on se bat contre ce discours totalement convenu, qui ne mène à rien en soi. Pour commencer, il n'y a pas une, mais des jeunesses. Même les contradictions que l'on trouve dans ce sondage ne sont pas nouvelles.

Afev Que faire pour agir concrètement ?

RC Il faut mettre les mains dans le cambouis, vraiment. La problématique générale repose sur un constat clair : c'en est fini du processus massif de création d'emplois, c'est un fait. Il y a quarante ans, de retour de son service militaire de trente mois, un jeune qui voulait travailler, par exemple, comme facteur, n'avait qu'à se présenter le vendredi à la Poste d'Hagondange, et commençait dès le lundi suivant. À la création des Assedic, en 1958, il n'y avait qu'un chômeur dans cette même ville d'Hagondange. Vous imaginez ? Cette situation influe totalement sur les comportements des uns et des autres.

Afev Le manque d'emploi serait au cœur du sujet ?

RC Bien sûr. On a changé de société, évidemment. L'emploi est une denrée plus rare, et plus complexe. En Lorraine, 60% des embauches reposent sur des contrats de moins de six mois, comment ne pas constater l'écart avec la situation antérieure ?

Il faut aussi mener des actions ciblées sur d'autres terrains importants, comme le logement et le revenu étudiants, ou encore la santé. Comme nous ne vivons pas dans un système dual, par rapport

à la formation professionnelle, toute une frange de la population se trouve en difficulté. L'Université, par exemple, laisse beaucoup de jeunes sur le carreau, dès la première année.

Afev Et comment réagissez-vous au fait que 95% des sondés estiment que les questions de jeunesse doivent intégrer le débat politique à l'horizon des présidentielles de 2012 ?

RC Comment voulez-vous qu'ils répondent « non » à cette question ? Pour autant, dans la mesure où les jeunes votent moins que leurs aînés, les choix politiques globaux risquent de continuer à se destiner aux 50-70 ans, certainement pas aux exclus, y compris jeunes. Cette tendance est aussi vraie en Allemagne : ceux qui sont installés sont confortés, les autres placés dans des situations plus précaires.

C'était l'idée des 35 heures, au départ, de lutter contre cette situation : pourquoi ne pas travailler moins pour laisser de la place aux nouveaux arrivants ? Sur la période 1997-2002, cela a coïncidé avec une période d'absorption forte des jeunes sur le marché de l'emploi. Depuis, on n'arrive plus à dépasser cet état de fait, parce que pour le faire, il faut du courage politique – or ce dernier ne constitue pas la denrée la mieux partagée.

Afev Qu'entendez-vous par là ?

RC Quand il faut faire un choix, on le fait toujours en faveur de ceux qui sont déjà installés. De fait, personne ne veut bouger, ce qui est humain. La conséquence, c'est que l'on ne fait pas corps autour de la question de la jeunesse. Regardez la différence de perception entre les jeunes en général et ceux issus des quartiers populaires, qui semble dire : « Ils sont formidables, les jeunes, tant qu'ils ne nous ennuiant pas. » Quant à la prochaine campagne, la question de la jeunesse devrait

évidemment être prioritaire, mais tout semble avoir été dit depuis la campagne de 1995 et le concept de fracture sociale. Il faut inventer du neuf autour de cette question.

Afev Quelles conséquences dans l'action politique ?

RC Il n'y a jamais de continuité dans les actions entreprises. Regardez le nombre de politiques de la ville enclenchées, ou bien allez chercher sur Google les déclarations du type : « Nous allons intégrer 300 000 jeunes. » Tous les trois ans, depuis des décennies, on trouve quelqu'un pour dire ça. Tous les dispositifs bougent sans cesse, tout est en dents de scie.

Afev Existe-t-il cependant des mesures intéressantes, selon vous ?

RC Vendredi 29 avril, le patronat et les syndicats ont signé au niveau national un accord sur le logement des jeunes. Cela va dans la bonne direction. De la même façon, les partenaires sociaux ont décidé sur le plan régional de mettre en place une gestion prévisionnelle de l'emploi sur cinq bassins d'emploi lorrains, dont certains particulièrement sinistrés.

Afev Croyez-vous plus en l'ancrage local de l'action politique ?

RC Cela devrait être davantage le cas car c'est en effet au niveau local que la mise en œuvre des mesures solidaires est la plus visible.

Pour en savoir plus : rapport du CESE de Lorraine « Les jeunes de 16 à 25 ans, un atout pour la Lorraine » – septembre 2007, à télécharger sur <http://ces.lorraine.eu>.

→ MURIEL HETTE

RESPONSABLE DU PÔLE COHÉSION SOCIALE, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE (CSJVA) DE LA DIRECTION RÉGIONALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA COHÉSION SOCIALE (DRJSCS) DE LORRAINE.

Afev Comment expliquez-vous la perception majoritairement négative des jeunes issus de quartiers populaires ?

Muriel Hette Il existe une stigmatisation de ces jeunes. Une partie de la population est obligée d'avoir recours au logement social – ce qui induit un « parage » de ceux en grande difficulté dans certains quartiers. On ne trouve pas de groupe scolaire « coté » dans les quartiers populaires, par exemple. Il existe souvent une difficulté d'intégration culturelle : tout joue contre les habitants de ces zones. En plus, les médias montent régulièrement en épingle les comportements négatifs de ces jeunes. Par exemple, en ce qui concerne les voitures qui brûlent à la Saint Sylvestre, je constate que ce sont les médias qui organisent chaque année un concours, ville par ville. Les conduites addictives, la conduite sans permis, les accidents... on les trouve aussi chez des jeunes de bonne famille, mais les médias n'en parlent pratiquement pas.

Afev L'établissement scolaire d'origine a l'air de jouer un rôle important dans les parcours des jeunes. Qu'en pensez-vous ?

MH Ca ne m'étonne pas. Ne venant pas moi-même d'un milieu très favorisé, j'ai pu constater que ce qui m'a sauvée, scolairement, c'est d'avoir choisi d'étudier une langue morte, le latin. Au

collège, dans un village minier, nous n'étions que des enfants d'ouvriers. Au lycée de la ville administrative j'ai intégré la meilleure classe de seconde parce que j'étudiais l'allemand, l'anglais et le latin ; j'étais d'ailleurs, à ce moment-là, la seule fille d'ouvriers parmi mes camarades. Ainsi, sans avoir fait de calcul, je me suis retrouvée avec les professeurs les plus compétents, plus exigeants par rapport aux résultats, etc. Et j'ai pu décrocher un bac S. C'est révélateur. Ce genre de mécanique n'a pas changé depuis les années 70.

Interroger réellement la place de chacun dans la société.

Afev Et sur le manque de respect...

MH C'est absolument faux. Pour prendre un exemple, mon mari est handicapé, et c'est une jeune fille de 23 ans qui s'occupe de lui. Cette petite jeune est révoltée par l'attitude des adultes à l'égard de mon mari. Par contre les jeunes sont beaucoup plus respectueux, proposent leur aide, leur regard vis-à-vis des personnes handicapées est plus humain. De manière générale, moi, je n'ai pas une mauvaise image des jeunes. Je reste chagrinée par le fait qu'ils n'aient pas tous les mêmes moyens de se réaliser. Mes enfants ont eu la chance de pouvoir faire des études : mais je ne suis pas particulièrement fière – je le leur ai dit – de leurs résultats scolaires. Les résultats sont trop liés au contexte pour qu'on les félicite exagérément à ce sujet. Si je suis fière d'eux, c'est parce qu'ils sont devenus des hommes et des femmes respectueux de l'Homme. C'est ça qui compte, à terme.

Je ne crois pas qu'il y ait une contradiction, ce n'est pas une logique de représentation mais d'expérience. L'augmentation générale du niveau d'information des Français – avec ses excès, ses déformations – leur permet à la fois de conserver une image positive de la jeunesse et de reconnaître que dans certaines conditions, les actes d'incivilité existent bel et bien..

Les jeunes disposent d'un meilleur accès à l'information.

Afev Les Français ont l'air d'avoir pris conscience des inégalités entre jeunes. Est-ce nouveau ?

MI Ce n'est pas surprenant, au contraire. C'est l'effet d'une meilleure diffusion de l'information. Et il ne faut pas oublier, aussi, que les jeunes eux-mêmes disposent également d'un meilleur accès à l'information. Selon moi, l'un des meilleurs indicateurs de cette plus grande perception des inégalités est la stratégie que mènent tous les Français par rapport aux établissements scolaires d'inscription de leurs enfants – tout le monde sait que les plus réputés ne sont pas situés dans les quartiers populaires.

Afev Sur quels terrains les acteurs politiques, économiques, devraient-ils se concentrer ?

MI Au niveau de la formation au sens large – formation initiale comme formation professionnelle –, pour améliorer leur insertion professionnelle. Le désengagement massif de l'Etat, avec des baisses du nombre de fonctionnaires par exemple, ne favorise en rien

Afev Les Français semblent exiger des politiques qu'ils prennent la mesure des questions de jeunesse...

MH La jeunesse, c'est l'avenir du pays. Si on laisse de côté une partie de la jeunesse, on l'empêche de s'insérer. Il me semble dommageable, quand on parle d'inégalités, de n'aborder que l'aspect financier, ce qui ne force pas les politiques à s'interroger réellement sur le problème. Les difficultés naissent avant tout d'inégalités psychosocio-culturelles, d'une connaissance inégale des dispositifs qui existent. Ne voir que l'aspect « fric », c'est poser des pansements (dispositifs) sur une jambe de bois. Par contre, placer en premier les inégalités psychosocio-culturelles contraindrait enfin la sphère publique à interroger réellement la place de chacun dans la société... sans instrumentaliser les questions de jeunesse.

Afev Comment agir, politiquement ?

MH Au niveau de l'État, il n'existe que des dispositifs, que l'on se contente de mettre en œuvre sans poser les questions de fond. Même, au sein de mon service, nous n'avons pas tous la même vision : apporter la même réponse à tous, ou pratiquer la discrimination positive ?

Afev Où va votre préférence ?

MH Quand j'observe les projets de jeunes, ou les chantiers de bénévoles, je constate qu'ils comportent très peu de jeunes issus de milieux défavorisés. Pourquoi ? Parce que le parcours pour parvenir jusqu'à ces programmes est compliqué, qu'il faut déjà avoir accès à l'information. Je pense, personnellement que nous devons plus parler d'équité que d'inégalité, qu'on devrait plus aider ceux qui en ont le plus besoin.

l'effort nécessaire à fournir dans le domaine de l'éducation. Qui plus est, les politiques économiques menées nourrissent ces inégalités. Après trente ans de blocage des salaires, quand des jeunes ayant bénéficié d'une formation universitaire se retrouvent à être payés 1000 euros par mois, comment voulez-vous qu'ils s'investissent par rapport au travail salarié ? Sans compter que cette même formation leur fournit précisément les moyens de la critique.

Afev Que pensez-vous des sondages ?

MI Le sondage est un point de repère dans le noir, mais son usage systématique, couplé à la vulgarisation de la sociologie (qui est une bonne chose, au demeurant), est souvent producteur de sophismes. Les réponses à un questionnaire ne nous apprennent rien sur les comportements effectifs des individus par rapport au sujet abordé. Ce qui peut d'ailleurs jouer dans les deux sens : on peut déclarer que la jeunesse est un atout, mais privilégier l'ancienneté, comme s'avouer circonspect à son égard tout en valorisant les jeunes qu'on connaît – un peu à la manière des racistes qui apprécient les étrangers de leur entourage...

Concernant le discours sociologique, j'ai un point de vue plus optimiste que sinistre. J'ai parfois l'impression qu'on réintroduit une forme d'élitisme en présentant les personnes issues des quartiers populaires comme des gens qui, confrontés à la crise, aux difficultés, seraient victimes de l'ignorance, soumis à la superstition. On constate, sur le terrain, une évidente exacerbation du mécontentement, mais les jeunes étudiants que je rencontre savent faire la part des choses, et sont par exemple l'objet d'une sorte de normalisation du multiculturalisme, de l'antiracisme.



→ JEAN-MARC LEVERATTO

DIRECTEUR DU LABORATOIRE LORRAIN DES SCIENCES SOCIALES (2L2S).

Afev Quel chiffre vous a frappé ?

Jean-Marc Leveratto La quasi-totalité des sondés pense que les questions de jeunesse doivent intégrer le débat politique, ce qui vient confirmer le fait que la problématique de l'ascenseur social est au centre des préoccupations des ménages. Les préoccupations éducatives, en particulier, sont partagées par tous les parents, qui se projettent dans l'avenir à travers le sort de leurs enfants. Qu'il s'agisse d'un souhait de mobilité verticale ou de préservation de leur position, ces questions unissent les Français plus qu'elles ne les divisent. Ce processus est inhérent au développement de la famille dans la société moderne, et concerne désormais tous les êtres humains – voyez les récentes révolutions dans les pays arabes, au cœur desquelles la question de la jeunesse était clairement posée. Aujourd'hui, la famille nucléaire se généralise, c'est un malthusianisme produit par une diminution du nombre de naissances. La focalisation se fait donc sur l'enfant, l'enfant-roi, qui concentre les craintes comme les espoirs.

Afev Que dire de la différence de perception positive des Français sur les jeunes en général et ceux des quartiers populaires ?

MI Les sondés ne répondent pas à la même chose, dans les deux cas : dans le second, on parle de la jeunesse des quartiers, celle au sein de laquelle on signale des problèmes d'incivilités, par exemple.

“Il y a une seule jeunesse : celle qui aspire à l’émancipation et à l’autonomie.”



→ **MARGAUD ANTOINE-FABRY**

VICE-PRÉSIDENTE ÉTUDIANTE DE L'UNIVERSITÉ PAUL VERLAINE - METZ.

Afev Comment réagissez-vous à ces chiffres ?

Margaud Antoine-Fabry Je suis dans un premier temps heureuse de voir que les Français ont une image positive de la jeunesse prise dans son ensemble. Cette dernière n'a pas toujours eu bonne presse. On a souvent eu tendance à considérer les jeunes comme impulsifs, repoussant sans cesse les limites. Une jeunesse qui pouvait paraître insolente pour le reste de la société. Aujourd'hui, je ne pense pas qu'elle ait changé, cette jeunesse. Par contre, les Français eux, ont sans doute accepté l'idée que pour que la société aille de l'avant, qu'elle innove, ils se devaient de prendre confiance dans leur jeunesse.

Le décalage que l'on constate, à partir du moment où l'on met en lumière une partie des jeunes, est par contre regrettable. Le discours politique de ces dernières années a malheureusement grandement favorisé cette défiance vis à vis des jeunes issus des quartiers populaires. Pour autant, aujourd'hui, il n'y a pas plusieurs jeunesse, il y en a une seule : celle qui aspire à l'émancipation et à l'autonomie.

Afev Quand ils la perçoivent positivement, les sondés soulignent son courage, son mérite. Dans le cas contraire, c'est l'irrespect, la délinquance et les médias qu'ils incriminent. Qu'en pensez-vous ?

MAF Les jeunes ont effectivement du courage et du mérite. Ils sont pleins de ressources, d'envies et parfois d'utopies. Ce qui les pousse à s'engager dans des associations, et pour la plupart d'entre eux à poursuivre leur engagement dans la politique. Chacun à son niveau, le désir est le même : transformer la société, pour continuer à y vivre ensemble le mieux possible.

Je mets par contre en garde les Français qui usent les mots « d'irrespect » et de « délinquance » pour condamner la jeunesse. Aujourd'hui, aucun jeune n'a vocation à paraître irrespectueux ou délinquant. Si effectivement ces comportements se font sentir, c'est surtout un appel des jeunes à l'ensemble de la société pour qu'on les prenne en considération.

Afev Que dire du fait que les Français ont conscience des inégalités entre les jeunes, dans tous les domaines ?

MAF J'ose espérer que cette prise de conscience n'est pas récente. Les inégalités entre les jeunes ne sont que le reflet des inégalités qui existent au sein même de notre société.

Ce qui est d'ailleurs regrettable. Pendant des années, un fort souhait républicain était que la jeunesse puisse s'émanciper en accédant à l'éducation. Et ce quelle que soit la classe sociale des parents. Aujourd'hui, on voit bien que cela ne fonctionne plus. Je ne rejette pas la faute sur l'Education nationale et l'enseignement supérieur ; bien au contraire. Je suis en revanche sceptique sur les suppressions de postes dans les écoles, la suppression de la carte scolaire, le financement à la performance pour les universités ; toute cette politique mise en œuvre ces dernières années. L'éducation doit être une priorité pour n'importe quel gouvernement. Sans cela, les Français continueront à constater les inégalités entre les jeunes.

Afev 95% des Français souhaitent que la question de la jeunesse constitue l'une des questions-clés des débats politiques de la prochaine campagne présidentielle. Que vous évoque ce chiffre ?

MAF C'est effectivement un chiffre sans appel. Comme je l'ai évoqué plus haut, je pense sincèrement que les Français ont pris conscience de l'importance de s'occuper un peu plus de leur jeunesse. Moteur d'innovation, de transformation, elle est de toute façon le futur de ce pays. Attention toutefois à ce que le discours sur la jeunesse ne soit pas que du « clientélisme » pour les candidats à la présidentielle. Il y a de véritables aspirations au changement chez les jeunes, il serait mal venu de parler d'un idéal pour 2012 sans que le ou la futur(e) Président(e) n'arrive à l'atteindre.

Afev Sur quels terrains les décideurs politiques devraient-ils travailler ?

MAF Premièrement, il serait bon que les décideurs politiques travaillent sur leur perception des jeunes. La stigmatisation, l'infantilisme sont autant de signaux envoyés par les politiques qui s'insinuent dans la société et font le terreau de la défiance vis à vis de la jeunesse.

Pour ce qui est de la réduction des inégalités de toutes sortes, il y a une chose importante à prendre en compte : le statut social des jeunes. Aujourd'hui, l'absence de statut social soumet les jeunes à la dépendance familiale et, pour certains, à la précarité des petits boulots. Tant que les décideurs politiques ne prendront pas en compte la période de formation et d'insertion comme une nouvelle période de la vie des individus, les inégalités perdureront.

Jeunes et inégalités : 9 personnalités de la région Lorraine s'expriment

RETROUVEZ L'ENSEMBLE DES ENTRETIENS SUR LE SITE

WWW.JEUNESSESOLIDAIRE.ORG

Les réactions de quelques personnalités nationales

Pour analyser les résultats du sondage et approfondir le débat, nous avons sollicité une vingtaine de personnalités des mondes politique, associatif, économique, universitaire et littéraire pour savoir ce que leur inspirait ce regard porté sur les jeunes, les inégalités sociales et le poids de la jeunesse dans le débat public.

Retrouvez l'intégralité des réactions du panel national sur le site : www.jeunessesolidaire.org

EN CAS DE CRISE, LA COHORTE PÉNALISÉE RISQUE DE LE PAYER TOUT AU LONG DE SA VIE.



→ CÉCILE VAN DE VELDE

SOCIOLOGUE, SPÉCIALISTE EN SOCIOLOGIE COMPARÉE DE LA JEUNESSE, DES ÂGES ET DES GÉNÉRATIONS EN EUROPE. MARRAINE DE L'OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE SOLIDAIRE 2011.

Afev Près de trois Français sur quatre déclarent avoir une image positive des jeunes. Qu'en pensez-vous ?

Cécile Van de Velde C'est vrai, et ce chiffre monte à 90 % lorsqu'on leur pose la même question concernant les jeunes qu'ils connaissent. Plus frappant, il tombe à 39 % quand il est question de leur perception des jeunes issus des quartiers populaires – on peut le formuler autrement : deux tiers des Français ont une image négative de ces jeunes. Cette perception s'assombrit rapidement dès qu'il s'agit d'une jeunesse qu'ils ne fréquentent pas et qu'ils ne perçoivent donc qu'à travers le filtre médiatique. Ce genre de filtre me fait penser à ces forts scores du FN dans des territoires de très faible immigration.

Et même en ce qui concerne l'ensemble des jeunes, un quart des 27 % affirmant en avoir une image négative les considèrent comme des délinquants ou des drogués. Les Espagnols, à ce titre, ont une bien meilleure image de leurs jeunes.

Afev Et que dire de leur vif sentiment que les inégalités sociales s'accroissent, ces dernières années ?

CVdV 89 % d'entre eux affirment qu'elles s'accroissent entre les Français, et ils sont légèrement moins nombreux (85 %) à estimer qu'il en va de même entre les jeunes. Cela dit, ces deux chiffres sont considérables. La société est

perçue comme plus inégalitaire, plus injuste, et les jeunes portent cette injustice.

Il apparaît également qu'en ce qui concerne les jeunes, le courage et le mérite sont salués, comme la responsabilité individuelle : 26 % de ceux qui perçoivent positivement les jeunes issus des quartiers populaires (et dans une moins mesure, 20 % de ceux font le même diagnostic sur l'ensemble de cette génération) trouvent qu'ils sont « courageux et ont du mérite », 88 % des sondés pensent que la réussite des jeunes dépend de leurs efforts pour surmonter les difficultés... C'est donc un modèle libéral qui s'exprime ainsi, induisant l'idée que les jeunes seraient seuls responsables de leurs échecs. Leur réussite dépendrait surtout de leurs efforts.

Afev De leurs seuls efforts ?

CVdV Pas uniquement, et il s'agit d'ailleurs, ici, d'une vraie nouveauté : à côté de chiffres plus connus pour expliquer les inégalités, comme les deux tiers des sondés estimant que leur réussite dépend aussi de leur origine sociale ou de leur établissement scolaire, 64 % d'entre eux pensent également que leur lieu d'habitation joue un grand rôle. Le fait que les Français aient fortement conscience de l'impact du lieu d'habitation sur la réussite des individus constitue une bonne nouvelle mais aussi un phénomène très nouveau.

Afev A quoi doit-on cela ?

CVdV A une médiatisation et une réflexion autour du concept de quartiers, en grande partie. Mais malgré cette prise de conscience, tout reste loin d'être parfait. Si l'on prend les chiffres à l'envers, il est saisissant de constater, par exemple, qu'un tiers des personnes sondées déclarent que les inégalités sociales ne proviennent pas des origines sociales. C'est beaucoup, quand on y pense !

Qui plus est, les quartiers populaires, comme la jeunesse, souffrent d'une perception complexe : en même temps qu'on les plaint, on les condamne, et une nette confusion persiste entre jeunes issus des quartiers populaires et jeunes délinquants. Les Français n'ont pas forcément conscience des causes structurelles expliquant les inégalités entre les jeunes, et certains sont encore peu au fait des réalités : un sondé sur quatre estime, par exemple, que les jeunes ne sont pas inégaux face à la réussite scolaire ou à l'accès à l'autonomie financière. Troublant.

Afev En termes de comparaison internationale et sur la question de la jeunesse, que pouvez-vous nous apprendre ?

CVdV En ce qui concerne la place de la jeunesse dans le débat public, la France apparaît plus proche du Japon, que de ses voisins européens ou scandinaves. La situation y est comparable, avec une jeunesse

oubliée dans une société qui vieillit de plus en plus, victime d'un regard méfiant et d'une résignation collective face à l'idée de « génération sacrifiée ». L'insertion professionnelle y est également difficile, le pessimisme profond et le stress à l'école généralisés.

Cette situation est également en partie comparable avec celle des pays du Sud de l'Europe, comme la Grèce ou l'Italie même si, dans ces deux derniers pays, les questions se posent plus tardivement – la génération arrivant sur le marché du travail étant parfois la première à avoir fait des études. Les jeunes Grecs croient encore en les diplômés, alors qu'en France, la désillusion, sur ce sujet, est pregnante.

Afev Qu'en est-il dans les pays du Nord et anglo-saxons ?

CVdV En Suède, par exemple, l'Etat a réagi fortement, et rapidement, face à la hausse du chômage des jeunes. Quant aux pays anglo-saxons, ils sont surtout sujet à la question d'une jeunesse surendettée. Chez eux, les jeunes doivent payer le prix fort pour leurs études et espèrent rembourser plus tard leurs dettes, après avoir accédé à la vie active. La conséquence est immédiate : ils sont mieux lotis en période de croissance, mais en cas de crise, leur situation devient catastrophique.

(suite page suivante...)

Afev Les jeunes sont-ils les premières victimes, en France, en temps de crise ?

CVdV C'est plus compliqué, et plus profond que cela. D'une part, certes, en cas de crise, les modèles corporatistes protègent ceux qui sont d'ores et déjà bien insérés dans la vie active. Ceux qui en pâtissent le plus sont donc ceux qui n'étaient pas installés lorsqu'elle éclate. Et a fortiori, en l'occurrence, la jeunesse populaire des quartiers. La dichotomie est très nette entre les « très protégés » et ceux qui chutent. Au Japon, cette dualité existe, au sein même de la jeunesse, entre d'un côté ceux qui sont traqués par les recruteurs (nos Bac+5 et élèves de Grandes Ecoles), et de l'autre les « Freeters », des 15-34 avec souvent un bagage universitaire mais sans situation professionnelle stable et, pour tout dire, sans avenir déterminé. En France, cela s'illustre par le tropisme, l'obsession du CDI, ou par la course aux diplômes.

Car en cas de crise, et c'est le second aspect préoccupant, la cohorte qui servira de variable d'ajustement – les nouveaux entrants, donc – risquent de le payer tout au long de leur vie.

Cet effet de cohorte alimente la sensation d'une génération sacrifiée, puisque quand la croissance revient, c'est la génération suivante qui en bénéficie en premier lieu. La crise fige les destins.

Afev Autre chiffre surprenant : 95 % des sondés pensent qu'il est important de faire de la jeunesse l'une des priorités lors de la prochaine présidentielle. Une quasi-unanimité...

CVdV Oui, et en affinant l'analyse, on s'aperçoit que plus augmente l'âge des sondés, plus nombreux sont ceux estimant qu'il est très important de le faire : 47 % des 15-24 ans contre 60 % des 50-64 ans ! De fait, le destin des individus se décide de plus en plus tôt, dans l'intragénérationnel. Pour y remédier, on peut proposer deux axes principaux de réflexion : le rapport à l'école et le versant économique.

L'Ecole devrait s'ouvrir davantage, intégrer l'idée qu'elle forme des adultes avant de former des diplômés. Il faut élargir le spectre de l'Ecole, et élargir, en même temps, le spectre du CV, pour les employeurs. Le

diplôme ne doit pas constituer l'unique sésame avant 25 ans, sous peine de constituer un impitoyable couperet. Aujourd'hui, il n'y a pas droit à l'erreur, à la réorientation, et nul n'existe professionnellement sans diplôme – ces derniers ne mettant aucunement en valeur l'extra-scolaire.

Sur le plan économique, la persistance d'une tutelle parentale sur la durée pose problème. Tous les acteurs, des banques aux recruteurs, en passant par les agents immobiliers, sont très frileux dès qu'il sont confrontés à des jeunes : pas de crédit, pas de logement sans caution parentale. Il est donc très important de proposer une aide à destination des jeunes, et non plus à destination des familles, des parents. Ceci pour accompagner l'accès des jeunes à leur autonomie. Pour ce faire, il faut arrêter de courir uniquement après « l'égalité des chances » à la Française, et viser également une égalité réelle.

INTÉGRALE

RENDEZ-VOUS SUR LE SITE WWW.JEUNESSESOLIDAIRE.ORG

Liste des personnalités que l'Afev a interrogées au titre du panel national de l'Observatoire de la Jeunesse Solidaire, par ordre alphabétique :

- Béatrice ANGRAND, Secrétaire générale de l'OFAJ,
- Jeannette BOUGRAB, Secrétaire d'État à la jeunesse et à la vie associative
- Guillaume CASSAGNE, jeune accompagné par la mission locale de Bordeaux,
- Emmanuel DAVIDENKOFF, Directeur de la rédaction de l'Étudiant, chroniqueur sur France Info,
- Justine DELAUNOIS, Étudiante, membre du comité jeunes de l'anacej
- Patrick FAUCONNIER, journaliste, auteur de *La Fabrique des meilleurs* (Seuil, 2005)
- Olivier FERRAND, Président et fondateur de Terra nova
- Marc HATZFELD, Enseignant-chercheur à l'EHESS, auteur de *Les lascars, une jeunesse en colère* (Autrement, 2011)
- Jean-Jacques GORON, Délégué général adjoint de la Fondation BNP Paribas,
- Philippe MEIRIEU, chercheur, vice-Président de la région Rhône-Alpes,
- Olov OSKARSSON, Président des Conseils et organisations de jeunesse de l'ARE,
- Hande ÖZSAN BOZATLI, Présidente de la Commission jeunesse de l'assemblée des régions d'Europe
- Elise RENAUDIN, Directrice déléguée de l'AFEV,
- Dominique REYNIÉ, Directeur général de Fondapol
- Jean-Claude RICHEZ, Coordinateur de la Mission Observation & Evaluation de l'INJEP,
- Joy SORMAN, Ecrivaine, co-auteur avec François Bégaudeau de *Parce que ça nous plaît : l'invention de la jeunesse* (Larousse, 2010)
- Najat VALLAUD-BELKACEM, Adjointe au maire de Lyon, chargée des grands événements, de la jeunesse et de la vie associative, conseillère générale du Rhône
- Cécile VAN DE VELDE, Sociologue, marraine de l'observatoire
- Rama YADE, Auteur de *Lettre à la jeunesse* (Grasset, 2010)



En finir avec cette idéologie terrible de l'égalité des chances.

→ PHILIPPE MEIRIEU

CHERCHEUR, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION JEUNESSE DE L'ASSOCIATION DES RÉGIONS DE FRANCE (ARF)

Afev Que pensez-vous du décalage de perception entre l'ensemble des jeunes et ceux issus des quartiers populaires ?

Philippe Meirieu Il souligne un décalage de réalités objectives : le chômage des jeunes s'élève à 23 %, et jusqu'à 40 % dans les quartiers populaires ; 30 à 40 % de ces derniers n'ont ni formation ni emploi, contre 8 à 9 % des jeunes en général. En résulte une situation d'errance, augmentant les risques sociaux de dérapage, d'actes répréhensibles, et donc l'aggravation des représentations.

Les quartiers populaires ont été largement abandonnés par les services publics – la régulation sociale n'y est plus à l'œuvre (...) Les jeunes eux-mêmes n'en sont pas responsables : nous avons mis à l'écart une série de territoires. Ajoutez à cela que notre société et toute notre économie entretiennent les jeunes dans la « toute puissance » : la surchauffe publicitaire et l'incantation consommatoire font des jeunes des cœurs de cible d'autant plus vulnérables qu'ils n'ont pas un environnement éducatif exigeant. Les adultes sont responsables de ce double mouvement de désertion politique des « Cités » et de surchauffe consommatoire de leurs jeunes.

Lorsque l'on tente de mettre en place, comme en région Rhône-Alpes, un plan pour les « jeunes en errance », on ne peut que constater à quel point tous les acteurs de la chaîne sont au bord de l'asphyxie. Il faut en finir avec cette idéologie terrible de « l'égalité des chances » et donner vraiment plus à ceux qui ont le moins, plutôt que d'arroser là où le sol est déjà

mouillé. L'égalité des chances, la Française des Jeux est là pour ça ! Arrêtons de faire semblant de croire, aussi, que l'émergence d'un Einstein en Seine-Saint-Denis sauvera tout le 93.

Afev Les sondés parlent tantôt de courage et de mérite, tantôt du poids des médias...

PM Concernant le mérite, ils font preuve d'une forme de lucidité : les jeunes sont mal accueillis, systématiquement précarisés par leurs aînés, qui conservent leurs places sans partage. A ma connaissance, jamais une société n'a fait un si mauvais sort à sa jeunesse. Or si elle ne leur offre aucune place, comment voulez-vous que les jeunes se sentent investis dans la vie citoyenne ? D'une certaine façon, en les laissant sur le seuil, on les pousse à s'exclure.

Quant aux médias, en plus de passer sous silence ou de caricaturer, en les folklorisant, les initiatives positives nées dans les quartiers populaires, ils s'avèrent toxiques pour l'enfance et la jeunesse : ils les invitent à « faire leurs caprices » en permanence pour faire marcher le commerce et véhiculent, à travers des programmes comme la télé-réalité, une idéologie du maillon faible particulièrement ravageuse.

Afev Les Français semblent conscients des inégalités entre jeunes. Une bonne nouvelle ?

PM Au-delà de cette belle prise de conscience, l'éducation des jeunes nécessite des actes, pour

éviter que la fracture ne se creuse entre ceux qui naissent avec une panoplie de bon élève au pied de leur berceau et ceux qui semblent voués à l'échec. Des choix difficiles doivent être opérés, en abandonnant ce court-termisme si mortifère en politique, dont nous risquons longtemps de payer les pots cassés : souhaite-t-on investir d'abord dans les « écoles d'élite » ou dans les collèges difficiles ? Comment ne pas voir que la suppression de la formation pédagogique des enseignants compromet notre système scolaire pour 40 ou 50 ans ? Va-t-on prendre le même retard, concernant la politique de la jeunesse, que celui dont nous ne réalisons qu'aujourd'hui l'ampleur, en termes d'environnement et de développement durable ? Plus l'action porte sur des populations exclues, plus elle coûte cher, c'est un fait. Il faut donc se donner les moyens. Le choix d'éduquer tous les jeunes nous impose de sacrifier quelques-unes de nos satisfactions immédiates et personnelles.

Je reste d'ailleurs surpris que 5 % des Français continue à penser que la question de la jeunesse n'est pas une question politique fondamentale, une réelle question d'avenir. A condition de valoriser les activités intergénérationnelles plutôt que de se satisfaire d'une juxtaposition de « tubes » séparés, imperméables les uns aux autres. On peut espérer un jour que de tels sondages sur la perception des uns par les autres seront inutiles - puisque les échanges seront rétablis et se feront en direct.



Je vois mal comment le débat présidentiel pourrait échapper à cette question.

→ JEAN-CLAUDE RICHEZ

COORDINATEUR DE LA MISSION « OBSERVATION & ÉVALUATION » DE L'INJEP

Afev Que pensez-vous des résultats de cette étude ?

Jean-Claude Richez Une ambiguïté apparaît, qui semble distinguer les jeunes – dont l'image serait négative – et la jeunesse qui, elle, reste une notion affectée positivement. Ces résultats illustrent une tension entre ces deux notions. La bonne nouvelle, c'est que les Français, dans leur majorité, font confiance aux jeunes. Mais il découle de cette confiance une lourde charge, qui pèse sur leurs épaules : 88 % des sondés estiment que pour s'en sortir, les jeunes ne peuvent compter que sur eux-mêmes...

Afev Cela marque-t-il une rupture ?

JCR Oui, puisque du fait de la démission des plus âgés, par rapport à l'avenir, toute la société s'en remet aux plus jeunes. On attend beaucoup de ces derniers qui, de leur côté et d'après les enquêtes et sondages réalisés sur le sujet, apparaissent à la fois très pessimistes quant à leur futur, et très conscients de leur rôle d'acteurs capables. Les jeunes n'ont pas capitulé sur l'avenir, ils pensent pouvoir agir et se sentent acteurs : « optimisme de la volonté et pessimisme de l'intelligence » coexistent.

Afev Que dire de la perception des jeunes issus des classes populaires ?

JCR 61 % des sondés ont une image négative de ces jeunes en particulier. On les associe aux quartiers d'immigration, à la précarité, à des stéréotypes : il seraient « fainéants, drogués, délinquants ». Une fracture importante existe donc, entre « bons » et « mauvais » jeunes, tandis que les plus âgés ne veulent plus assumer la solidarité entre classes d'âge. La responsabilité en revient aux médias, qui colportent et diffusent ces stéréotypes négatifs. Heureusement, ces dernières années, cette revendication est portée de façon réelle par des entités, comme l'Anacej avec la campagne « Stop aux

clichés », tandis que se multiplient des associations et groupements de jeunes, et que se développent des initiatives d'auto-médiation, comme le Bondy Blog.

Afev Que pensez-vous du sentiment « d'irrespect » des jeunes ?

JCR Les jeunes et le reste de la population ne se font pas la même idée du respect – notion contractuelle ou au contraire obligation transcendante. Quand ils parlent de « respect », les jeunes expriment une volonté de réciprocité, comme s'ils disaient : « ce n'est pas parce que nous sommes jeunes, pauvres, etc., que nous méritons moins le respect que les autres. »

Afev La priorité politique de cette question fait pourtant l'unanimité...

JCR La question de la jeunesse doit être inscrite à l'agenda politique, c'est certain. Et, à travers elle, la question du rapport entre les générations. Avant la présentation d'un livre vert, le 7 juillet 2009, par Martin Hirsch et la Commission sur la politique de la jeunesse, il n'y avait pas eu de débat sur la jeunesse, au Parlement, depuis quinze ans, en fait depuis le « questionnaire Ballardur » (1994). Mais cette problématique s'exprime également à d'autres niveaux, comme à celui des municipalités (la jeunesse est la première préoccupation des maires, d'après le sondage réalisé à l'occasion du salon des maires) ou au sein des « think tanks » comme Terranova ou la Fondapol. A l'INJEP, nous avons également réorienté nos axes de travail, en nous ouvrant à des problématiques élargies, non plus liées au seul temps libre mais aussi l'emploi, la santé, etc.

La classe politique prend peu à peu conscience de l'importance de cette question, et je vois mal comment le débat présidentiel pourrait y échapper.

Quelques propositions du panel lorrain

Au fil des entretiens avec les personnalités de la région Lorraine, des réflexions et propositions politiques concrètes ont été avancées par les divers intervenants. En voici une liste non-exhaustive.

→ SYLVIE TOUCHARD

« Il y a urgence à ce que nous, adultes, nous nous interrogeons sur la vision de l'avenir des enfants et des jeunes, nous réaffirmions des valeurs communes, nous construisions un avenir qui mette en jeu des repères nécessaires à la construction de l'individu. J'estime également qu'il faudrait laisser aux jeunes des espaces d'expérimentation, leur reconnaître un droit à l'erreur. »

→ MURIEL HETTE

« Il me semble dommageable, quand on parle d'inégalités, de n'aborder que l'aspect financier, ce qui ne force pas les politiques à s'interroger réellement sur le problème. Les difficultés naissent avant tout d'inégalités psycho-socio-culturelles, d'une connaissance inégale des dispositifs qui existent. Ne voir que l'aspect « fric », c'est poser des pansements (dispositifs) sur une jambe de bois. (...) Je pense, personnellement que nous devons plus parler d'équité que d'inégalité, qu'on devrait plus aider ceux qui en ont le plus besoin. »

→ ALEXANDRE RUF

« Si les politiques pouvaient réellement en faire un thème prioritaire, ce serait très encourageant. Ils doivent œuvrer aussi bien sur les thématiques personnelles (accès au logement, à la santé) que sur l'insertion professionnelle des jeunes. Les faire accéder à l'autonomie, notamment en abordant le dossier « éducation » en amont, se pencher réellement sur la question. Notre système actuel, en place depuis la seconde guerre mondiale, est-il encore pertinent ? Comment l'améliorer ? En rapprochant la sphère économique et la sphère universitaire, sans doute, en menant des expérimentations lentes, longues, généralisées, plutôt qu'en se focalisant sur de petits échantillons. »

→ LAURENCE DEMONET

« Un contrat s'est évaporé, qu'il faut rebâtir, renégocier sur des bases claires, et ce dans les deux sens. En effet, comment les jeunes pourraient-ils faire confiance aux adultes quand ces derniers ne leur accordent aucune confiance en retour ? »

→ JACQUES FLORENTIN

« Il faut recourir aux professionnels (animations sportives, culturelles, etc.). Pour l'instant, la situation varie énormément d'une commune à l'autre. Mais on constate que la répression n'est pas la seule voie. Il est aujourd'hui nécessaire de mener notre réflexion autour d'une table, en y conviant les jeunes eux-mêmes. »

→ JEAN-MARC LEVERATTO

« Le désengagement massif de l'Etat, avec des baisses du nombre de fonctionnaires par exemple, ne favorise en rien l'effort nécessaire à fournir dans le domaine de l'éducation. Qui plus est, les politiques économiques menées nourrissent ces inégalités. Après trente ans de blocage des salaires, quand des jeunes ayant bénéficié d'une formation universitaire se retrouvent à être payés 1000 euros par mois, comment voulez-vous qu'ils s'investissent par rapport au travail salarié ? Sans compter que cette même formation leur fournit précisément les moyens de la critique. »

→ ROGER CAYZELLE

« Quand il faut faire un choix, on le fait toujours en faveur de ceux qui sont déjà installés. De fait, personne ne veut bouger, ce qui est humain. La conséquence, c'est que l'on ne fait pas corps autour de la question de la jeunesse. »

→ JULIEN VAILLANT

« Il faut avant tout éviter de sombrer dans les trois écueils récurrents en matière de politiques de jeunesse. D'abord, considérer cette dernière comme un problème, un travers courant. Ensuite, vouloir répondre aux problèmes des jeunes – car il n'y a pas une, mais des jeunes – par des politiques sectorielles. Enfin, troisième écueil, miser sur une politique de communication plutôt que d'action. Il faut permettre à chaque jeune de construire ses propres choix de vie. Notre vrai objectif doit être de permettre une réelle émancipation. »

→ MARGAUD ANTOINE-FABRY

« Premièrement, il serait bon que les décideurs politiques travaillent sur leur perception des jeunes. La stigmatisation, l'infantilisme sont autant de signaux envoyés par les politiques qui s'insinuent dans la société et font le terreau de la défiance vis à vis de la jeunesse. Pour ce qui est de la réduction des inégalités de toutes sortes, il y a une chose importante à prendre en compte : le statut social des jeunes. Aujourd'hui, l'absence de statut social soumet les jeunes à la dépendance familiale et, pour certains, à la précarité des petits boulots. Tant que les décideurs politiques ne prendront pas en compte la période de formation et d'insertion comme une nouvelle période de la vie des individus, les inégalités perdureront. »



→ **ELISE RENAUDIN**
DIRECTRICE DÉLÉGUÉE

POUR SUIVRE LE DÉBAT AVEC L'AFEV



→ **CHRISTOPHE PARIS**
DIRECTEUR GÉNÉRAL

« La jeunesse n'est qu'un mot ». Pour reprendre la célèbre formule de Pierre Bourdieu, c'est l'une des premières conclusions que l'on peut tirer du rapport 2011 de l'Observatoire de la Jeunesse Solidaire. Il n'y a pas une, mais plusieurs jeunesse. Les Français ont pris conscience de l'influence, pour les jeunes, de l'origine sociale sur leur accès à l'éducation, à l'emploi, au logement, à l'autonomie financière - comme le corroborent les travaux menés par l'Observatoire des Inégalités. Ainsi, l'opinion publique reconnaît que selon leur origine sociale, leur lieu d'habitation ou leur établissement scolaire, les jeunes n'ont pas les mêmes possibilités de réussite. Dans le pays à l'origine de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui proclame que « *tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits* », le fait d'être issu d'un milieu modeste, d'habiter et d'être scolarisé dans un quartier populaire où se concentrent les difficultés sociales et économiques, constitue un réel handicap.

Cette tension entre la poursuite d'un idéal, si généreux soit-il, et l'âpre réalité vécue par certains de nos concitoyens, met en danger le contrat social, comme nous en alerte la défiance marquée des

Français à l'égard de la classe politique. Les événements récents dans les pays arabes, dans lesquels les jeunes ont joué un rôle de premier plan - soutenus par des technologies leur permettant d'exprimer, de partager leurs opinions et de se mobiliser en masse contre des régimes dont l'autorité était devenue illégitime -, sont significatifs de l'évolution de nos modèles sociétaux. Dans un tout autre contexte, en France aussi le rapport à l'autorité se transforme : celle-ci ne se décréte plus, mais se gagne. Ainsi, la notion de respect, entendue comme une reconnaissance de l'autre, est centrale dans les valeurs mises en avant par les jeunes. Dans le même temps, une proportion significative des Français interrogés dans notre enquête affirme que l'irrespect des règles constitue l'une des causes majeures du regard négatif qu'ils portent sur les jeunes.

Alors, quand six Français sur dix affirment poser un regard négatif sur les jeunes issus des quartiers populaires, c'est une double peine sociale qui se fait jour. Mis en difficulté dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle, ces jeunes font l'apprentissage difficile du creusement des inégalités, et d'une défiance grandissante à leur égard. Égalité, fraternité, ce sont les fondements même

de notre société qui s'effritent. L'évolution récente de certaines politiques publiques en direction des jeunes prennent progressivement en compte cette nouvelle réalité. Elles ne cantonnent plus uniquement les questions de jeunesse aux sports et aux loisirs, mais tentent d'apporter des réponses spécifiques aux difficultés rencontrées par de nombreux jeunes - et parmi eux, en première ligne, ceux issus des milieux défavorisés - dans l'accès à l'éducation, à la santé, au logement et à l'emploi. Aujourd'hui, au vu de l'urgence de la situation, il est nécessaire d'aller plus loin et de faire de cette question des inégalités le nouveau paradigme des politiques jeunesse.

La quasi-unanimité des Français considère que les enjeux liés à la jeunesse doivent constituer l'une des priorités des prochaines présidentielles. C'est une bonne nouvelle ! Espérons qu'elle amènera les candidats à inscrire ces questions à l'agenda politique, et à ne plus seulement considérer la jeunesse comme l'avenir, mais comme le présent. Une politique ambitieuse, pour et avec les jeunes, ne pourra se construire sans faire confiance à ces derniers, sans leur donner des moyens adaptés de participer activement à la vie de la société et sans oeuvrer à une réelle égalité des droits.

NOUS CONTACTER



Elise Renaudin,
directrice déléguée de l'Afev

26 bis rue de Chateau Landon - 75010 PARIS

Tél : 01 40 36 01 01

Email : elise.renaudin@afev.org



Pôle Jeunesse
Conseil Régional de Lorraine

Place Gabriel Hocquard - 57036 METZ Cedex 01

Tél : 03 87 61 66 36

Email : jeunesse@lorraine.eu